



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 50 – 4 NOVEMBRE 2016

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**NIGERIA :**  
PROJET DE  
CONSTRUCTION  
DE DEUX  
CENTRALES  
SOLAIRES AU  
NORD DU PAYS  
PAR GREENWISH  
PARTNERS

**CLASSEMENT DOING  
BUSINESS 2017 :**  
AMELIORATION  
GENERALE EN AFRIQUE  
SUBSAHARIENNE

**GUINEE : LE FMI**  
APPROUVE LA 8EME ET  
DERNIERE REVUE DU  
PROGRAMME FEC

**BURKINA FASO :**  
FINANCEMENT DE 38  
M EUR DE LA BANQUE  
MONDIALE POUR  
L'EDUCATION  
NATIONALE

**MAURITANIE : PROJET**  
DE LA GRANDE  
MURAILLE VERTE  
AFRICAINNE

**CAMEROUN :**  
PREMIER PRET DE LA  
BIRD DEPUIS 24 ANS

**SENEGAL :**  
INAUGURATION DES  
TRONÇONS  
DIAMNIADIO-AIBD ET  
AIBD-SINDIA

**PETROLE :**  
TIMIDES ESPOIRS DE  
REPRISE A L'AFRICA  
OIL WEEK

**SOUDAN :**  
RENOUVELLEMENT DES  
SANCTIONS  
COMMERCIALES  
AMERICAINES



MINISTÈRE  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES  
ET DU DÉVELOPPEMENT  
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ Le FMI baisse sa prévision de croissance 2016 en Afrique subsaharienne

Le FMI vient de réduire de 0,2 point sa prévision de croissance pour l'Afrique subsaharienne en 2016. La croissance économique est attendue à 1,4 %, soit moins de la moitié du taux annoncé en avril dernier. Ce ralentissement d'ensemble serait dû à deux facteurs : la détérioration de l'environnement extérieur (baisse des cours des produits de base et durcissement des conditions financières internationales) et la réaction lente et inadéquate des autorités de la plupart des pays touchés par les chocs externes. Le premier facteur, de par ses effets différenciés sur les pays, a engendré une croissance à plusieurs vitesses dans la région. Pour 2017, le FMI est moins pessimiste et prévoit une croissance proche de 3 %.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Classement *Doing Business* 2017 : amélioration générale en Afrique subsaharienne

La Société financière internationale a publié l'édition 2017 de son *Doing Business*. Celle-ci confirme l'amélioration de l'environnement des affaires en Afrique subsaharienne, même si nombre de pays occupent encore les derniers rangs. L'île Maurice (49<sup>ème</sup> mondial sur 190) demeure en tête du classement africain, malgré un recul de sept places. Elle est suivie du Rwanda (56<sup>ème</sup>, +3), du Botswana (71<sup>ème</sup>, -1) et de l'Afrique du Sud (74<sup>ème</sup>, -2). Le Niger (150<sup>ème</sup>, +10) est le « top réformateur » du continent avec six réformes adoptées. Le Nigéria est à la 169<sup>ème</sup> place (+1), il a gagné 16 places et se classe 44<sup>ème</sup> dans le domaine de l'obtention de prêts. L'environnement des affaires en Somalie, en Erythrée et au Soudan du Sud demeure parmi les moins attractifs du continent.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr) ; [fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr](mailto:fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr) ; [benoit.gauthier@dgtresor.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.fr)

### ▼ La BEAC abaisse sa prévision de taux de croissance du PIB de la CEMAC de 0,1 point pour l'année 2016

A l'issue du Comité de politique monétaire (CPM) de la Banque des Etats de l'Afrique centrale du 26 octobre 2016, la prévision de taux de croissance du PIB de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) pour l'année 2016 est révisée de 1,8 % prévu en juillet dernier à 1,7 %. Le CPM a décidé par ailleurs de maintenir inchangé le principal taux directeur de la Beac à 2,45 % pour des raisons de stabilité monétaire et financière.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Afrique du Sud : baisse des prévisions de croissance et report de l'objectif de retour sous les 3 % de PIB du déficit

La revue budgétaire de mi-parcours a pris acte du ralentissement de l'activité, revoyant à la baisse les prévisions de croissance à 0,5 % en 2016 et à 1,3 % en 2017. Si le *Treasury* a bien conscience du risque de dégradation de la notation souveraine, il espère convaincre les agences qu'un resserrement budgétaire trop agressif se ferait au détriment de l'activité. Le ministre du Trésor a donc confirmé la politique de consolidation budgétaire mais a reporté l'objectif de retour du déficit sous 3 % du PIB en 2018/19. Les prévisions du solde budgétaire ont été révisées à la hausse par rapport à celles du Budget à -3,4 % du PIB pour 2016/17.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Mozambique : forte hausse du taux directeur de +600 pdb à 23,25 % en réponse aux pressions accrues sur les prix et la devise

La Banque centrale a rehaussé, pour la 5<sup>ème</sup> fois de l'année, de +600 pdb à la fois le principal taux directeur à 23,25 % (+ 1350 pdb depuis janvier) mais aussi le taux de facilité de dépôt à 16,25 %. De plus, elle a unifié les coefficients de réserves obligatoires en monnaie nationale et en devises à 15,5 %. La poursuite du resserrement de la politique monétaire répond aux tensions croissantes sur les prix et sur la devise dans un contexte d'excès de liquidité dans le système bancaire, au risque de fragiliser l'activité.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Mozambique : le ministère de l'Économie et des Finances annonce qu'il n'est pas en mesure de rembourser sa dette commerciale sans restructuration préalable

Le ministère de l'Économie a affirmé que l'encours de sa dette publique avait atteint un niveau insoutenable (à 86 % en 2015 et pouvant atteindre 130 % en fin d'année, dettes cachées incluses). Sans une restructuration, les autorités affirment qu'elles ne pourront pas honorer leurs échéances de remboursement. La dette concessionnelle (83 % de la dette externe) n'est pas concernée par la demande de restructuration, ce qui a été mal accueilli par les détenteurs de la dette commerciale. A noter que cela doit être apprécié à la lumière des négociations actuellement menées par le gouvernement mozambicain avec ses créanciers.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Zimbabwe : la stratégie pré-budgétaire 2017 s'appuie sur des hypothèses peu réalistes

Dans la stratégie pré-budgétaire 2017, le Trésor zimbabwéen anticipe un déficit primaire (solde budgétaire hors paiement des intérêts sur la dette publique) de -0,3 % du PIB en 2016 et -0,1 % en 2017. Ces prévisions se basent sur une croissance économique de 1,2 % cette année et 4,8 % en 2017 qui seraient tirées l'an prochain par une amélioration de la production agricole et un rebond des prix des matières premières. Or, il s'agit d'hypothèses peu réalistes au regard des prévisions de croissance sensiblement différentes du FMI (-0,3 % en 2016 et -2,5 % en 2017) et de celles des produits de base de la Banque mondiale.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : le déficit public supérieur aux objectifs du gouvernement sur les 7 premiers mois de l'année**

Le Ghana a dépassé son objectif de déficit public sur les 7 premiers mois de l'année 2016 : en effet, en raison de revenus inférieurs aux prévisions et des dépenses supérieures, le déficit public a atteint 3,5 % du PIB sur la période janvier-juillet pour un objectif initial de 3 %. Sur l'ensemble de l'année, le FMI a révisé sa prévision à 5,2 % du PIB, contre 4,8 % en mai 2016. Par ailleurs, le Parlement a autorisé le gouvernement à effectuer un retrait de 10,9 Mds GHC (2,5 Mds EUR) du *Consolidated Fund*, afin de faire face aux dépenses du premier trimestre 2017.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : augmentation des dépenses au titre des intérêts de la dette**

Les paiements d'intérêts de la dette ghanéenne réglés fin juillet ont atteint 5,9 Mds GHC (1,37 Md EUR), supérieurs aux 5,84 Mds GHC initialement prévus (1,35 Md EUR). Sur l'ensemble de l'année 2016, les dépenses au titre des intérêts devraient ainsi être de nouveau supérieures de 33 % aux dépenses d'investissement et constituer le deuxième poste budgétaire après les salaires (14 Mds GHC, 3,2 Mds EUR), devenant un véritable poids financier pour l'Etat. Au premier trimestre 2017, les paiements d'intérêts devraient représenter 17 % du total des dépenses prévues soit 1,88 Md GHC (434 M EUR).

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : le FMI approuve la 8<sup>ème</sup> et dernière revue du programme FEC**

Le Conseil d'administration du FMI a approuvé le 28 octobre 2016, la 8<sup>ème</sup> et dernière revue du programme FEC avec la Guinée. Cette décision permettra à la Guinée de bénéficier d'un décaissement immédiat d'environ 25 M USD. Au total, la Guinée aura obtenu 242 M USD au cours de la mise en œuvre de ce programme. Le FMI souligne les bonnes perspectives économiques du pays, avec une croissance qui devrait s'établir en moyenne à 5 % sur la période 2017-2020, grâce notamment aux investissements dans le secteur minier, à l'augmentation de la production agricole et à l'amélioration de la fourniture d'électricité.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : la croissance à 5,9 % en 2016, stable en 2017 et 2018**

Selon le *Kenya Economic Update* 2016 de la Banque mondiale, la croissance devrait rester élevée, à 6,0 % en 2017 et 6,1 % en 2018. Cette bonne tenue de la croissance s'expliquerait, du côté de la demande, par la poursuite des investissements publics dans les infrastructures, notamment dans les secteurs de l'énergie et des transports et, du côté de l'offre, par le dynamisme du secteur des services. Le déficit courant devrait se réduire, grâce à la hausse des transferts de migrants, au rebond du tourisme et à l'augmentation des IDE. Le ralentissement de l'activité de l'UE (1<sup>ère</sup> destination des exportations), l'absence de consolidation budgétaire, la faiblesse des précipitations et une dégradation de la situation sécuritaire sont les principaux risques identifiés.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.fr

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ **Ethiopie : remaniement ministériel annoncé par le Premier ministre le 1<sup>er</sup> novembre**

A l'occasion de son discours au Parlement du 1<sup>er</sup> novembre en réponse à celui du Président du 10 octobre, le Premier ministre a annoncé le remaniement de son gouvernement, mesure attendue depuis début septembre. De nombreux ministres du champ économique voient leur portefeuille changer : Abraham Tekeste est nommé ministre des Finances (auparavant Vice-Commissaire au plan), Ahmed Shide, ministre des Transports (auparavant vice-ministre des Finances), Motuma Mekassa, ministre des Mines et du Pétrole (auparavant ministre de l'Eau et Electricité), Kabede Chane, directeur général des douanes et impôts (auparavant ministre du Commerce), Workeneh Gebeyu, ministre des Affaires étrangères (auparavant ministre des Transports).

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.fr

### ▼ **Soudan : renouvellement des sanctions commerciales américaines**

Le président Obama a renouvelé les sanctions commerciales américaines contre le Soudan, pour un an, le 31 octobre. Dans une lettre au Congrès, il a indiqué que les actions et les politiques, qui ont motivé les sanctions en 1997 et 2006, existent toujours et constituent une menace inhabituelle et extraordinaire à la sécurité et à la politique étrangère américaines.

✉ olivier.blitz@dgtrésor.fr

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ Bénin : approbation du Programme d'actions du gouvernement (PAG) en Conseil des ministres

Le PAG 2016-2021 vise à relancer de manière durable le développement économique et social du Bénin. Celui-ci contient 77 réformes à mettre en œuvre, et un portefeuille total de 299 projets d'investissement inscrits dans le programme national d'investissement estimé à plus de 13,7 Mds EUR. Pour le financement de ce plan d'actions, le secteur privé devrait contribuer (sous forme de PPP) à hauteur de 8,4 Mds EUR, soit près de 60 % du financement. La contribution du secteur public s'élèverait quant à elle à 5,3 Mds EUR.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Burkina Faso : financement de 38 M EUR de la Banque mondiale pour l'éducation nationale

La Banque mondiale a octroyé un financement de 25 Mds FCFA (38 M EUR) au Burkina Faso pour le secteur éducation. L'appui est dédié au Projet d'amélioration de l'accès et de la qualité de l'éducation (PAAQE) dont l'objectif global est d'améliorer le processus d'enseignement et d'apprentissage dans le pays. Prévu pour durer quatre ans, le PAAQE sera mis en œuvre dans les régions les plus pauvres du pays (Est, Sahel, Centre-Est, Sud-Ouest, Plateau central). Le projet prévoit la construction de 52 établissements publics et privés dont 2 lycées scientifiques et de 55 classes additionnelles dans des établissements d'enseignement privés existants, ainsi que la réalisation de 30 forages.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Mali : l'AFD finance le projet d'amélioration de la compétitivité des entreprises par la formation à hauteur de 9 M EUR

L'AFD et le ministère de l'Emploi et de la Formation professionnelle (MEFP) ont procédé le 21 octobre 2016 à la remise des kits aux stagiaires de la deuxième cohorte du programme de formation aux métiers du BTP qui marque la fin de leur stage. Le montant du Projet d'amélioration de la compétitivité des entreprises par la formation s'élève à 9 M EUR, dont 5 M EUR octroyés sous forme de subvention et de 3,9 M EUR sous forme de prêt. Le programme vise à améliorer la compétitivité des acteurs économiques et à diversifier les solutions d'emplois pour les jeunes, en améliorant l'offre locale de formation professionnelle.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Mauritanie : projet de la grande muraille verte africaine

Dans le cadre du projet de la « grande muraille verte africaine » initié par l'Union africaine, la Mauritanie et la société canadienne *Trans Africa pipeline (TAP)* envisagent la construction de pipelines d'eau douce, de centrales électriques d'énergie solaire et d'usines de dessalement d'eau de mer pour alimenter en eau potable la bande sahélo-saharienne. Une première étape prévoit la construction d'installations sur une longueur de 700 kms sur le territoire mauritanien. Le projet de la grande muraille verte vise à lutter contre la désertification dans le Sahara et le Sahel. Il consiste à planter une coulée verte de 7600 kms de long sur 15 kms de large à travers le continent africain, de la Mauritanie à Djibouti, pour ralentir l'avancée du désert.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Niger : ratification par l'Assemblée nationale d'accords avec la BID

L'Assemblée nationale nigérienne a ratifié la semaine dernière deux accords signés entre la République du Niger et la Banque islamique de développement (BID) pour la construction d'une ligne de transport électrique entre Niamey et le Barrage Kandadji. Le premier accord porte sur un prêt d'un montant de 3 M EUR. Le second est relatif à un contrat d'entreprise d'un montant de 80,8 M USD qui sera financé par la BID. L'objectif de ce projet est de sécuriser l'alimentation électrique du Niger à travers la fourniture d'environ 600 MW d'énergie propre, renouvelable, et à faible coût à la région autour du fleuve, qui est le principal centre de consommation du pays.

✉ lebaronc@afd.fr

### ▼ Niger : ratification par l'Assemblée nationale de l'Accord compact du MCC

L'Assemblée nationale nigérienne a ratifié l'accord Compact relatif au *Millenium Challenge Corportation* (MCC) signé le 29 juillet dernier à Washington DC entre le gouvernement du Niger et les Etats-Unis. Par le biais de cet accord, le MCC s'engage à verser sous forme de don au Niger 437 M USD, pour réduire la pauvreté en favorisant la croissance économique et l'emploi. Plus de 3,5 millions de personnes devraient être impactées par ces projets, en particulier les populations généralement marginalisées économiquement comme les femmes et les jeunes. Plus spécifiquement, ce programme vise à accroître les revenus ruraux en améliorant la productivité agricole et l'accès aux marchés.

✉ lebaronc@afd.fr

### ▼ Sénégal : inauguration des tronçons Diamniadio-AIBD (17 km) et AIBD-Sindia (19 km)

Les deux tronçons d'autoroute Diamniadio-AIBD (17 km) et AIBD-Sindia (19 km) ont été inaugurés le 24 octobre. Le premier, réalisé par Eiffage Sénégal selon un schéma de partenariat public-privé, a été cofinancé par l'AFD à hauteur de 58 Mds FCFA, Senac (la filiale d'Eiffage au Sénégal) avec 23 Mds FCFA dont 8 Mds sur fonds propres et 15 Mds sur financements extérieurs (SFI, BAD, BOAD) et l'Etat pour 14 Mds FCFA. Le deuxième a été financé dans le cadre du projet global de construction des liaisons autoroutières AIBD-Mbour (39 km) et AIBD-Thiès (16 km) par Eximbank China (200 Mds FCFA) et l'Etat (36 Mds FCFA).

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Sénégal : la BAD et la BEI accordent 20 Mds FCFA (32 M EUR) pour le secteur agricole

La Banque africaine de développement (BAD) et la Banque européenne d'investissement (BEI) ont signé une convention le 28 octobre dernier, octroyant au Sénégal deux financements d'un montant total de 20 Mds FCFA (32 M EUR) destinés au secteur agricole de la région de Saint-Louis. Précisément ces fonds permettront d'achever la construction de la rizerie de la Compagnie agricole de Saint-Louis (CASL) à Ross-Béthio, en vue de traiter 50 000 tonnes de riz blanc par an. La CASL permettra ainsi aux petits producteurs d'avoir accès à un réseau hydraulique sur 2000 ha et contribuera à la promotion de la sécurité alimentaire pour le Sénégal.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : la Banque mondiale appuie le projet de développement de l'élevage (Prodel) avec un financement de 59,6 Mds FCFA sur 6 ans**

Le Prodel poursuit comme objectifs, le renforcement des capacités des services publics en matière de soutien à l'élevage et d'amélioration de l'accès aux services de santé animale, à un patrimoine génétique amélioré et à des intrants de qualité. Ce projet vise par ailleurs l'amélioration de la productivité et la commercialisation de la production des petites communautés pastorales et la restauration des capacités de production des ménages les plus pauvres et les plus vulnérables dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Cameroun : premier prêt de la BIRD depuis 24 ans**

La Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement, du groupe Banque mondiale accorde au Cameroun un prêt d'un montant de 192 M USD (environ 115,2 Mds FCFA) pour rénover l'axe routier Yaoundé-Bafoussam-Bamenda et pour mettre aux normes de sécurité et de sûreté, les principaux aéroports internationaux du Cameroun. L'enveloppe de la BIRD vient compléter un financement de 200 M USD de la Banque africaine de développement (BAD) et de la Banque de développement des États d'Afrique centrale (Bdeac). Le Cameroun a obtenu en 2014, le statut de pays à financement mixte (statut qu'il avait perdu en 1992) et peut bénéficier à ce titre des financements concessionnels de l'IDA et des prêts de la BIRD.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Afrique du Sud : l'AFD et la Banque de développement d'Afrique australe (DBSA) accordent un prêt sur 15 ans dans le secteur de l'eau à Durban**

Ce prêt de 700 M ZAR (42 M EUR) à la municipalité d'eThekweni doit permettre de renforcer le réseau d'adduction en eau potable. Le coût global du projet (61,5 M EUR) est financé par la ville pour 13,6 M EUR, l'AFD et la DBSA (21 M EUR chacune) et une subvention du programme d'investissements en infrastructures pour l'Afrique du Sud (IIPSA) de l'Union européenne. Il s'agit de la phase II du projet, lancé en 2012, des aqueducs de l'Ouest et du Nord destinés à accroître les transferts de volumes d'eau traitée tout en élargissant l'accès à l'eau pour 750 000 personnes. Il s'agit de la 1<sup>ère</sup> opération de co-financement entre l'AFD et la DBSA.

✉ [ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ouganda : interrogation sur la viabilité d'une usine de transformation de fruits**

Le gouvernement ougandais a exprimé son inquiétude quant à la capacité des producteurs locaux à approvisionner la future usine de transformation de fruits de Soroti (300 km au Nord-Est de Kampala). Lorsqu'elle ouvrira, en mars 2017, cette usine devra traiter 6 tonnes d'oranges par jour, quantité non garantie. Cet investissement de 24 Mds UGX (environ 6,3 M EUR), réalisé par le gouvernement ougandais et l'agence de coopération internationale sud-coréenne, entre dans la politique ougandaise de création de valeur ajoutée agricole dans le pays. Le gouvernement ougandais exhorte les coopératives fruitières de la région à s'organiser afin de garantir le bon approvisionnement de l'usine.

✉ [thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr](mailto:thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Madagascar : soutien de la banque mondiale à la réforme de l'administration**

Le ministre des Finances et du Budget et la représentante de la Banque mondiale ont signé le 28 octobre l'accord de financement du projet d'appui pour la performance du secteur public (PAPSP). D'un montant de 40 M USD, ce projet vise à soutenir les efforts du gouvernement portant sur l'amélioration de la mobilisation des recettes fiscales ainsi que la prestation de services publics par les collectivités locales et dans le secteur de l'éducation. Ainsi, l'administration fiscale va mettre en place un système informatique de gestion fiscale intégrée et va déployer le numéro d'identification fiscal unique ; de son côté la direction des douanes va généraliser les contrats de performance pour ses agents avec le soutien du PAPSP.

✉ [eric.noitakis@dgtresor.fr](mailto:eric.noitakis@dgtresor.fr)

▼ **Tanzanie : 1,6 Mds EUR de contrats signés lors de la visite du Roi Mohamed VI**

21 contrats portant sur un montant total d'1,6 Mds EUR ont été signés à l'occasion de la visite officielle du Roi du Maroc, visite qui s'est tenue après le forum commercial tanzano-marocain organisé durant trois jours à Dar es Salam. Ces accords couvrent différents secteurs d'activité dont l'énergie, les ressources minières, le secteur bancaire, les zones franches, le tourisme, les transports et la santé. A l'issue de son entretien avec le Roi, le Président Magufuli a annoncé que deux projets symboliques seraient mis en œuvre : l'édification d'une grande mosquée sur un terrain de 7 400 m<sup>2</sup> à Dar es Salam ainsi que la construction à Dodoma du plus grand stade de football du pays, pour un coût estimé entre 80 et 100 M USD.

✉ [beatrice.alperte@diplomatie.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@diplomatie.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Le NEPAD et le CIRAD publient le 2<sup>ème</sup> atlas sur la ruralité en Afrique

Avec le soutien de l'AFD, le 2<sup>ème</sup> atlas sur la ruralité émergente vient de paraître. A partir d'indicateurs, de cartes, de graphiques et d'études de cas, cet atlas dresse un état des lieux des dynamiques rurales à l'œuvre sur le continent. Il comprend des analyses sur les infrastructures, l'accès aux ressources, les migrations et l'emploi. Il constitue un outil de planification et d'aide à la décision et devrait être régulièrement mis à jour. L'atlas s'inscrit dans le cadre du programme « Futurs ruraux » qui vise à comprendre les processus de développement rural, à faire émerger des consensus sur les facteurs de la transformation rurale et à promouvoir des actions innovantes et des bonnes pratiques.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

#### ▼ Niger : la Nigérienne Mariama Mamane primée au *Land of African Business* (LAB)

Dans le cadre du LAB 2016 qui s'est tenu à Paris du 19 au 23 octobre, les African Rethink Awards (ARA) ont réuni une cinquantaine de start-ups africaines qui ont eu l'occasion de présenter leur business model à des investisseurs potentiels. La Nigérienne Mariama Mamane a obtenu le prix « Coup de Cœur du Jury », pour sa méthode permettant de transformer la jacinthe d'eau (une plante néfaste pour la biodiversité aquatique) en engrais naturel par compostage.

✉ lebaronc@afd.fr

#### ▼ Afrique du Sud : hausse attendue de la sole cultivée en maïs

Selon les premières statistiques concernant les intentions de mise en culture pour les grandes cultures pour la campagne 2016/17 publiées par le département de l'Agriculture, la superficie devrait progresser de 15 % sur un an pour atteindre 3,75 M ha contre 3,27 M ha en 2015/2016. Ces données traduisent un retour à la normale après 2 années marquées par la sécheresse. Cette hausse concernerait d'abord le maïs, première céréale cultivée et consommée en Afrique du Sud, avec une hausse de la sole de 24 % pour atteindre 2,4 M ha et une hausse plus marquée pour le maïs blanc en raison d'un prix plus élevé. Malgré cette forte hausse, la superficie cultivée resterait inférieure de 3,6 % par rapport à la moyenne de 5 dernières années.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

#### ▼ Afrique du Sud : création d'une association de promotion de l'agrotourisme

L'association sud-africaine pour l'agro-tourisme (Agritourism Association of South Africa - AASA) vient d'être créée pour représenter les intérêts de cette filière en plein développement. L'association vise à promouvoir le tourisme à la ferme et les itinéraires dédiés auprès des pouvoirs publics et des professionnels du tourisme. L'association prévoit également d'accompagner les agriculteurs qui souhaitent développer ces activités en offrant des formations et une labellisation. La filière œnotourisme est la plus développée en Afrique du Sud et on estime qu'elle génère de l'ordre de 5 Mds ZAR chaque année (330 M EUR).

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Congo : signature avec une ONG américaine d'un accord sur la production de semences améliorées

Le ministre congolais de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique et l'ONG américaine International partnership for human development (IPHD) ont signé, le 25 octobre, un accord de partenariat qui couvre la production de semences améliorées et les études et analyses relatives à la gestion des sols. Le Congo entend mobiliser des moyens humains et financiers à la mise en œuvre du projet. De son côté, l'IPHD s'engage à associer les Congolais dans sa démarche de R&D et à sensibiliser les partenaires techniques et financiers. Ce partenariat s'étend sur une durée de 5 ans renouvelables.

✉ [ingrid.oramalu@dgtrésor.gouv.fr](mailto:ingrid.oramalu@dgtrésor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : achat important de maïs par le gouvernement

Le gouvernement au travers du *National Cereals and Produce Board* va acheter environ 180 000 tonnes de maïs pour un montant de 53 M EUR afin de reconstituer les stocks de la réserve alimentaire stratégique. Ces achats auprès des agriculteurs locaux se feront sur la base d'un prix de 296 EUR la tonne, prix en hausse de plus de 30 % par rapport au prix fixé antérieurement. Cette hausse des prix vise à satisfaire les revendications des agriculteurs qui subissent des coûts élevés de production. Les analystes et les meuniers mentionnent les répercussions sur le prix de la farine et des conséquences possibles en termes d'inflation.

✉ [benoit.gauthier@dgtrésor.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtrésor.fr)

## ▼ Energie et matières premières

### ▼ Pétrole : timides espoirs de reprise à l'Africa Oil Week

Deux ans après le début de la chute des cours, les professionnels du secteur pétrolier, réunis en Afrique du Sud, s'accordent à dire que le plus gros de la tempête est derrière eux. Après une période intense de chasse aux coûts, la plupart des compagnies ont réduit leurs dépenses d'exploitation et de développement de projets. Des cures d'amaigrissement difficiles mais qui ont redonné une marge de manœuvre à certains : les majors –Total, ENI, BP et ExxonMobil – mais aussi les compagnies locales de taille moyenne ayant des portefeuilles diversifiés. Mais de nombreux nuages demeurent au-dessus de la tête des groupes pétroliers présents à l'Africa Oil Week et les décisions d'investissement ne devraient pas pleuvoir sur le secteur pétrolier du continent.

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

### ▼ Afrique du Sud : Total en lices pour l'acquisition d'une partie des actifs sud-africains de Chevron

Le français Total ainsi que les compagnies Glencore et Gunvor soumissionnent actuellement pour l'acquisition d'une participation de 75 % des actifs aval de la filiale sud-africaine de l'américain Chevron. Le second tour d'appel d'offres clôturé le 30 septembre valorisait ces actifs, composés entre autres d'une raffinerie de 110 000 barils de pétrole par jour située au Cap, à 1 Md USD. L'entreprise sélectionnée pour des négociations exclusives devrait être connue au premier trimestre de 2017.

✉ [ophelie.chevillard@dgtrésor.gouv.fr](mailto:ophelie.chevillard@dgtrésor.gouv.fr)

▼ **Sierra Leone : la production de Sierra Rutile au troisième trimestre atteint un record**

Selon le journal Awoko, Sierra Rutile, société leader dans la production de sables minéraux, a enregistré des chiffres atteignant 43 081 tonnes de production de rutile pour leur troisième trimestre 2016, un record depuis la reprise de leurs activités en 2006. Sur ce trimestre, les chiffres de production montrent une augmentation de 24 % par rapport au deuxième trimestre et une augmentation de 27 % par rapport à la même période en 2015. Cela porte la production de rutile totale en 2016 à ce jour à 104 489 tonnes. La société aurait déclaré que l'usine d'extraction de Gangama continue à produire près de 17 % au-dessus de ce qui était prévu.

✉ [fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr](mailto:fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Burkina Faso: création d'une agence des énergies renouvelables**

Avec un taux d'électrification national de 19 % en 2015, le Burkina Faso souffre d'un fort déficit énergétique, notamment en zone rurale où le taux d'électrification est de 3 %. Les énergies renouvelables occupent une part encore infime dans la production d'électricité (6,4 %). Pour inverser cette tendance, le gouvernement vient de créer l'Agence nationale des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. Celle-ci a pour but principal de contrôler, encadrer et favoriser le marché des énergies renouvelables dans le pays. L'objectif est d'atteindre d'ici 2020 un taux de couverture électrique de 80 % sur l'ensemble du territoire, en mettant notamment un accent particulier sur la promotion de l'énergie solaire.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mali : la société minière *Randgold* verse 22,8 MEUR au Trésor suite à un contrôle fiscal**

La compagnie minière sud-africaine a été alors autorisée à rouvrir ces bureaux qui avaient été fermés par le ministre de l'Economie et des Finances en raison d'impayés d'impôts d'un montant de 47,8 M EUR par l'une des succursales de *Randgold* dans le pays (la société des mines de Loulou). Bien que contestant une partie de ce montant, *Randgold* a accepté d'avancer 22,8 M EUR au Trésor public malien. Les négociations devraient reprendre dans les jours à venir entre les deux parties, pour arriver à un accord de règlement définitif. *Randgold* est présent au Mali depuis 20 ans. Elle y a investi environ 2,2 Mds EUR.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sénégal : bras de fer entre Woodside et FAR pour l'offshore sénégalais**

Woodside Energy a annoncé avoir finalisé le rachat des 35 % du groupe américain ConocoPhillips dans les permis d'exploration pétrolière Rufisque Offshore, Sangomar Offshore and Sangomar Offshore Profond, au large du Sénégal. Selon le groupe australien, le prix de cette acquisition atteint 350 M USD, auxquels vont s'ajouter 90 M USD d'ajustements complémentaires. Si pour Woodside Energy, la transaction est finalisée, Far Limited, junior pétrolière australienne qui détient 15 % des permis en question, revendique un droit de préemption sur les parts de ConocoPhillips et laisse entendre que la vente n'a pas encore reçu l'aval des autorités de Dakar – l'État sénégalais détient 10 % du projet, à travers l'opérateur pétrolier national Petrosen.

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

▼ **Nigéria : projet de construction de deux centrales solaires au nord du pays par *Greenwish Partners***

Après avoir lancé il y a plusieurs mois son premier projet énergétique en Afrique en choisissant le Sénégal, Greenwish Partners, une société d'investissement basée à Paris, prévoit de construire deux centrales solaires dans le nord du Nigéria, avec une capacité totale de 100 MW. Selon Bloomberg, la construction des deux installations de 50 MW chacune va commencer l'année prochaine et devrait coûter 130 à 150 M USD. Une des centrales sera située dans l'Etat de Kaduna et elles seront toutes les deux reliées au réseau national. Selon le Vice-président Osinbajo, le Nigéria vise à produire 50 % de son énergie à partir d'énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire, d'ici 2020.

✉ [fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr](mailto:fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Soudan : négociation avec la Chine pour le renouvellement d'une concession pétrolière**

Le Soudan et la Chine discutent de la prorogation de la concession pétrolière 2B, la plus productive du champ pétrolier de Heglig, arrivée à expiration. Le secrétaire d'Etat soudanais au pétrole M. Mahmoud Abdel-Rahman demande une augmentation de la production, qui ne serait actuellement qu'à 20 % des capacités. L'ambassadeur chinois Lee Ching, en charge des affaires arabes, indique de son côté que son pays donne une priorité particulière au secteur pétrolier soudanais, que CNPC a réduit ses investissements partout dans le monde sauf au Soudan, ce qui démontrerait le caractère stratégique de la relation entre les deux pays.

✉ [olivier.blitz@dgtresor.fr](mailto:olivier.blitz@dgtresor.fr)

▼ **Industries**

▼ **Angola : nouveau projet de câble sous-marin de fibre optique Sacs - *South Atlantic Cable System***

Construit par le consortium Angola Cables, formé des entreprises Angola Telecom, Unitel, MSTelcom, Movitel et Startel, le projet, établi entre Luanda et Fortaleza au Brésil, devrait entrer en activité pour mi-2018. Il comprend le couplage au câble « Monet », actuellement en construction entre Fortaleza et Miami, pour un coût total évalué à 300 M USD (dont 130 M USD pour le Sacs). Le câble, long de 6500 km avec une capacité de 40 Tbps, interconnectera également la capitale angolaise au système de câble sous-marin d'Afrique de l'Ouest (Wacs), permettant sa connexion à l'Afrique du Sud, au Ghana ou encore à la Namibie.

✉ [ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr)

## Services

### ▼ Nigéria : *Arik Air* veut lever 1 Mds USD pour financer son développement

D'après l'Agence Ecofin, *Arik Air* déclare vouloir lever 1 Mds USD pour 2017. Elle compte y parvenir par le biais d'un placement privé puis d'une introduction en bourse à Lagos et à Londres. La compagnie entend ouvrir d'ici 18 mois à 2 ans de nouvelles lignes et se renforcer sur d'autres. Cette opération devrait également permettre l'introduction de devises étrangères et d'amortir l'impact économique de la crise actuelle dans le secteur de l'aviation. La nouvelle intervient alors que le gouvernement affirme vouloir positionner l'industrie de l'aviation nigérienne comme un hub régional pour le transport aérien et que le groupe Airbus vient d'annoncer l'ouverture prochaine d'un bureau dans le pays.

✉ [fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr](mailto:fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : le Sénat engage des experts pour l'investigation de l'affaire des transferts illégaux par MTN

Selon le journal *Punch*, le Sénat nigérien a déclaré le 19 octobre 2016 qu'il a engagé des experts légistes étrangers pour investiguer sur l'affaire des 13,9 Mds USD qui auraient été illégalement transférés du pays par MTN Nigeria entre 2006 et 2016. Pour leur défense, MTN a annoncé, via le directeur de leur filiale nigérienne, qu'« aucun dividende n'a été déclaré ou versé avant que les certificats d'importation de capitaux (CCI) ne soient émis et finalisés ». Les actions de MTN auraient chuté de 14 % depuis le début de l'affaire, le plus grand marché de l'opérateur sud-africain.

✉ [fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr](mailto:fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : un investissement d'1 Mds USD par un consortium chinois à venir dans le secteur IT

Selon *Leadership*, Innoson Group, conglomérat industriel nigérien, va nouer un partenariat avec un consortium d'investisseurs chinois dans le domaine des technologies de l'information. Dans le cadre de cet accord, le consortium va investir 1 Mds USD, comprenant 400 M USD pour le projet de passage au numérique des chaînes de télévisions du pays (Nigeria's DSO, prévu avant juin 2017) et un montant supplémentaire de 600 M USD qui couvrira d'autres aspects du domaine. Selon Innoson Group, cet investissement devrait créer 7000 emplois et permettre l'installation des infrastructures nécessaires pour le développement de technologies avancées en matière de télévision numérique par satellite.

✉ [fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr](mailto:fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Congo : l'OACI veut aider le Congo à améliorer le secteur de l'aviation civile

En marge de la 6<sup>ème</sup> réunion des directeurs généraux de l'aviation civile de la région Afrique-océan Indien, tenue le 2 novembre à Brazzaville, la secrétaire générale de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) et le ministre congolais des Transports ont évoqué les pistes d'amélioration du secteur de l'aviation civile au Congo, en proie à d'énormes difficultés. Outre la suspension des vols de la compagnie aérienne nationale ECAir très endettée, les compagnies aériennes opérant au Congo sont souvent pénalisées par les pénuries de carburant. Toutes les compagnies congolaises figurent par ailleurs sur la liste noire de l'Union européenne.

✉ [ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Sénégal : pas de vols à Blaise-Diagne avant fin 2017

Ce n'est qu'en décembre 2017 que les premiers vols commerciaux partiront de l'aéroport international Blaise-Diagne (AIBD) de Diass (40 km de Dakar), soit bien après la date de février 2017 évoquée en avril dernier par les autorités sénégalaises. À l'origine de ce décalage, le temps mis à déboursier une avance de 33 M EUR pour le démarrage des travaux. Le versement de l'acompte aurait été retardé par la lenteur des procédures de décaissement des bailleurs de fonds : une demi-douzaine d'institutions – dont la BAfD, l'AFD, la BOAD, IFC et la Banque islamique de développement – financent ce projet. Lancé en décembre 2007 par Abdoulaye Wade, le chantier de l'AIBD a déjà coûté plus de 400 Mds de F CFA (610 M EUR) contre 229 Mds de F CFA annoncés initialement.

✉ redaction@jeuneafrique.com - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

### ▼ Comores : arrivée d'*Ethiopian Airlines*

Depuis le 2 novembre 2016, *Ethiopian Airlines* assure la liaison Addis Abeba - Moroni via la Tanzanie au rythme de trois vols hebdomadaires. Malgré la signature en avril 2011 de l'accord bilatéral entre les autorités comoriennes et l'Etat éthiopien, les négociations étaient restées au point mort avant d'être relancées par le nouveau gouvernement comorien. Quatre compagnies assurent désormais le trafic aérien international depuis Moroni : *Kenya Airways*, *Air Austral*, *Air Madagascar* et *Ethiopian Airlines*. Par ailleurs, le secrétaire général de la vice-présidence chargée des transports a annoncé que la compagnie *Saudi Arabian Airlines* avait fait part de son intérêt pour des liaisons vers les Comores.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Ethiopie : annonces gouvernementales pour soutenir le tourisme

A la différence des diplomates qui ont l'interdiction de s'éloigner de plus de 40 km d'Addis Abeba (sans information préalable), les touristes peuvent toujours circuler librement sur le territoire. Le secteur du tourisme de loisir et surtout d'affaires en Ethiopie est évalué à 4,5 % du PIB et 3,5 Mds USD en 2015. C'est également un contributeur important de devises. Les professionnels notent toutefois que l'impact des troubles sécuritaires sera perceptible dès ce trimestre, avec de nombreuses annulations de séjours et nuitées fin 2016 ainsi que de conventions d'affaires auparavant prévues à Addis Abeba au cours du premier semestre 2017.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.fr

### ▼ Kenya : plusieurs acteurs de la grande distribution en difficulté

La famille Shah, propriétaire du premier groupe de grande distribution Est-Africain Nakumatt, pourrait ouvrir le capital de l'entreprise en raison d'un risque de surendettement. La dette de l'entreprise a presque quadruplé entre 2011 et 2015, passant de 40,4 M USD à 147,9 M USD. Les profits avant impôts sont en baisse et l'entreprise a réalisé un bénéfice de 3,05 M USD en 2015. Une autre chaîne de supermarché kényane, Uchumi, fait aujourd'hui face à 35,5 M USD d'arriérés de paiements, avec une capitalisation estimée en 2015 à 62,0 M USD. Uchumi aurait par ailleurs accusé des pertes nettes après impôts entre juin 2014 et juin 2015 équivalent à 33,5 M USD. L'Etat kenyan, qui était déjà intervenu pour refinancer Uchumi en 2006, devrait à nouveau prêter 12 M USD au groupe.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.fr

▼ **Kenya : réduction des pertes de Kenya Airways au 1<sup>er</sup> semestre 2016**

La compagnie aérienne nationale KQ a annoncé une réduction de ses pertes de 60 %, passées de 11,95 Mds KES (105 MEUR) à 4,78 Mds KES (42 MEUR) entre le 1<sup>er</sup> semestre 2015 (mars-septembre 2015) et le 1<sup>er</sup> semestre 2016. Selon KQ, cette amélioration est due à la baisse des coûts opérationnels permise par la rationalisation de sa flotte, engagée dans le cadre de son opération de restructuration de 690 MUSD approuvée en février 2016. La restructuration du capital, actuellement détenu à 29,8 % par le gouvernement kényan et à 26,7 % par Air France – KLM, est toujours attendue ; KQ avait annoncé en septembre que des discussions étaient en cours avec plusieurs partenaires stratégiques potentiels.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.fr

▼ **Maurice : investissement du sud-africain *Mara Delta Property* dans les hôtels du groupe *Beachcomber***

Le fonds d'investissement sud-africain *Mara Delta Property Holdings Ltd* a annoncé une prise de participation de 45 % (environ 100 MEUR) dans *Beachcomber Hospitality Investments Ltd*, une entité du groupe mauricien *New Mauritius Hotels / NMH* qui détient trois hôtels du groupe ainsi que des terres réservées à un projet de développement touristique. Cette transaction fait suite à un investissement récent de 40 M EUR du groupe immobilier sud-africain dans le *Tamassa Resort* situé à Bel Ombre. Pour le groupe *NMH / Beachcomber*, leader du secteur hôtelier à Maurice, cette opération permettra de réduire son niveau d'endettement et d'améliorer son cash-flow.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Seychelles : Ouverture d'une nouvelle desserte aux Seychelles par *Turkish Airlines***

La compagnie *Turkish Airlines* vient d'ouvrir une nouvelle ligne entre Istanbul et Victoria, capitale des Seychelles, à raison de trois vols par semaine. Pour la compagnie nationale turque, il s'agit de sa troisième destination dans l'Océan Indien, avec Madagascar et Maurice, et de sa 48<sup>e</sup> destination en Afrique. *Turkish Airlines*, qui propose des connexions sur près d'une centaine de destinations à partir d'Istanbul, pourrait envisager à court terme de mettre en place un vol quotidien sur les Seychelles. Avec près de 280 000 voyageurs accueillis en 2015 (dont 43 000 visiteurs français), le tourisme est un des piliers de l'économie de cet archipel.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

## ENTREPRISES

---

### ▼ Burkina/Niger: l'entreprise française Arysta Lifescience cède ses parts

La société française Arysta LifeScience, spécialiste des produits phytopharmaceutiques, a annoncé la prise de contrôle de ses filiales Saphyto au Burkina Faso et Agrimex au Niger par l'homme d'affaires burkinabè Lassiné Diawara. L'entreprise aurait ainsi cédé 62 % de ses participations pour un montant de 1,5 M EUR. Le reste du capital est détenu par la compagnie publique Sofitex (35 %) et par d'autres nationaux (3 %). En 2015, le spécialiste burkinabè des intrants agricoles, Saphyto, a réalisé un chiffre d'affaires de 7,5 Mds FCFA (11,4 M EUR) et table sur 10 Mds FCFA (15,2 M EUR) en 2016.

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : la SIB fait son entrée en bourse

La première cotation de la Société ivoirienne de banque (SIB), filiale du groupe marocain Attijariwafa bank, a été effective le 27 octobre dernier sur la place boursière de l'UEMOA (BRVM). Cette introduction fait suite à l'offre publique de vente de 2 millions d'actions (20 % du capital à environ 40 M EUR) lancée par la banque en juillet dernier et qui a enregistré près de 91 MEUR de souscriptions. A l'ouverture en bourse, le prix de l'action SIB était de 14 000 FCFA, mais a atteint 16 175 FCFA à la clôture, soit une hausse de 16 %. La SIB est ainsi devenue la 41<sup>ème</sup> valeur cotée de la BRVM. Elle a réalisé en 2015 un résultat net en progression de 75 % par rapport à 2014, pour atteindre 23 M EUR.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mauritanie : attribution provisoire du contrat de construction de la centrale photovoltaïque de Nouakchott (50 MW) au groupement Clemessy/Krinner

Le groupement composé de l'entreprise française Clemessy et de l'allemand Krinner vient de se voir attribué provisoirement le contrat de conception, fourniture, travaux et montages d'une centrale photovoltaïque de 50 MW à Nouakchott pour un montant total de près de 50 M USD. Clemessy est le chef de file du projet.

✉ [mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr](mailto:mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cameroun : Bank of Africa (BOA) obtient l'agrément de la Commission bancaire d'Afrique Centrale pour ouvrir sa filiale camerounaise

La BOA Cameroun sera dotée d'un capital initial de 10 Mds FCFA, détenu à 76 % par le groupe bancaire marocain BMCE (Banque marocaine pour le commerce extérieur). La date de lancement de ses activités n'est encore connue. Il s'agit de la 3<sup>ème</sup> banque d'origine marocaine à s'installer au Cameroun après la Banque centrale populaire (Banque Atlantique du Cameroun) et le groupe Attijariwafa (SCB Cameroun).

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Cameroun : Vodafone exercerait illégalement sur le marché des télécoms du Cameroun**

La ministre des Télécommunications, Libom Li Likeng, dénonce dans un communiqué la licence provisoire octroyée à Vodafone (installé en septembre dernier) par l'Agence de régulation des télécommunications (ART). L'ART aurait à ce titre enfreint la réglementation qui stipule que la délivrance des licences relève de la seule compétence du ministre des Postes et Télécommunications. De plus la licence provisoire octroyée par l'ART à Vodafone n'inclurait pas l'exploitation des réseaux et services LTE, qui relèvent des seules entreprises titulaires de concession.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Skye Bank cherche des repreneurs en Afrique de l'Ouest**

Trois mois à peine après son arrivée, le nouveau management de Skye Bank (numéro 10 du marché nigérian, 5,4 Mds EUR d'actifs fin 2015) a entamé la cession de ses filiales en Guinée, en Sierra Leone et en Gambie. La vente de ces trois filiales ouest-africaines intervient dans un contexte particulièrement difficile pour Skye Bank, confronté à des problèmes de liquidités et d'importantes créances douteuses, et s'annonce compliquée. Il s'agit de petites banques (moins de 5 % des actifs du groupe nigérian), occupant des positions minoritaires sur des marchés locaux déjà surpeuplés (entre douze et quinze établissements). Aucun investisseur n'avait fait d'offre de rachat à la date limite fixée au 31 octobre.

✉ [redaction@jeuneafrique.com](mailto:redaction@jeuneafrique.com) - en savoir plus : <http://www.jeuneafrique.com/newsletters/>

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ Ghana : visite du Premier ministre Manuel Valls

Le Premier ministre s'est rendu au Ghana les 29 et 30 octobre. Il a rencontré des start-up ghanéennes qui utilisent les nouvelles technologies au service de l'amélioration des conditions de vie de la population, puis a participé à une réunion d'échanges avec la communauté d'affaires française. Celle-ci s'est félicitée de la progression des relations économiques bilatérales tout en soulignant que des perspectives de développement existent encore dans certains secteurs (eau, énergie, biens de consommation non alimentaires, services et équipement liés au tourisme). Manuel Valls a annoncé l'ouverture prochaine d'un bureau de Business France à Accra. Le lendemain, il a visité l'unité de transformation de cacao du groupe de négoce bordelais Touton.

✉ [gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr](mailto:gwenole.jan@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : visite du Premier ministre français

Le Premier ministre Manuel Valls a achevé à Abidjan le 1<sup>er</sup> novembre 2016 la tournée de quatre jours qu'il avait entamée le 28 octobre 2016 en Afrique de l'Ouest (Togo, Ghana et Côte d'Ivoire). A Abidjan, il a été reçu par les plus hautes autorités du pays, notamment par le Chef de l'Etat et le Premier ministre. Il a signé la convention d'affectation de l'enveloppe Justice (62 M EUR) du deuxième C2D et inauguré, aux côtés de son homologue ivoirien, la station de traitement d'eau potable d'Abidjan, dont le financement a été assuré par le premier C2D, à hauteur de 42,5 M EUR. Il a visité l'usine de fabrication de chocolat de l'entreprise Cemoi et a eu un petit déjeuner de travail avec des hommes d'affaires français.

✉ [saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr](mailto:saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : 1<sup>ère</sup> édition du *Wine Tour Business France*

Les 27 et 28 octobre derniers, le bureau Business France de Lagos a accompagné une délégation de 12 producteurs et négociants de vins et spiritueux représentant les grandes régions viticoles de France. Le *Wine Tour* a fait escale à Abidjan et Douala avant de s'arrêter à Lagos pour présenter 80 références de vins tranquilles et effervescents aux importateurs, distributeurs et professionnels de l'hôtellerie-restauration. L'opération est une première au Nigéria pour les vins français, qui aura permis d'offrir plus de visibilité à nos vins face aux principaux concurrents sur le marché, les vins d'Afrique du Sud, et de développer des courants d'affaire. Le Nigéria est le 2<sup>ème</sup> marché des vins et spiritueux en Afrique et le 1<sup>er</sup> pour le Champagne.

✉ [pierre.decoussy@businessfrance.fr](mailto:pierre.decoussy@businessfrance.fr)

### ▼ Burkina Faso : 14<sup>ème</sup> édition du Salon international de l'artisanat de Ouagadougou

Le Salon international de l'artisanat de Ouagadougou (SIAO) a ouvert ses portes le 28 octobre et se poursuivra jusqu'au 6 novembre, avec le Ghana comme pays invité d'honneur. Pendant dix jours, 3 000 artisans de 25 pays différents sont rassemblés. 300 000 personnes en tout sont attendues pour ce rendez-vous très populaire chez les Burkinabè.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

▼ Côte d'Ivoire : le séminaire *Invest* sur le thème « investir en France » accueilli par Abidjan

L'Ambassade de France en Côte d'Ivoire, le Service économique régional d'Abidjan et Business France ont accueilli le 27 octobre, 35 dirigeants d'entreprises et de nombreuses startups dans le cadre du séminaire « investir en France » pour la sixième édition africaine et pour la première fois à Abidjan. L'objectif est d'accompagner les start-up innovantes qui souhaitent s'internationaliser dans la sous-région et l'Europe, à travers le groupe de la French Tech Abidjan et de faire la promotion de l'attractivité de la France (nouvelles mesures fiscales, soutien à la R&D, nouveau passeport « talents », etc.).

✉ [sophie.clavelier@businessfrance.fr](mailto:sophie.clavelier@businessfrance.fr)

▼ Côte d'Ivoire : Bpifrance et Business France accueillent 13 PME et ETI françaises

Bpifrance a organisé, en partenariat avec Business France, *Africinvest* et *Adenia*, la première mission Afrique de son programme « Accélérateur PME et ETI » du 23 au 25 octobre dernier à Abidjan. Au cours de cette mission, 13 entreprises ont bénéficié d'un programme de « B2B » sur mesure avec des prospects et partenaires pour faire aboutir rapidement leurs projets sur le marché africain, et de plusieurs programmes collectifs dont la soirée de mise en relation originale des participants français et d'une quarantaine d'entrepreneurs ivoiriens.

✉ [sophie.clavelier@businessfrance.fr](mailto:sophie.clavelier@businessfrance.fr) ; [xavier.chartier@ext.bpifrance.fr](mailto:xavier.chartier@ext.bpifrance.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

**Contacts**

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Directeur de la Publication**

Marc Bouteiller

**Rédacteurs en Chef**

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

**Rédacteurs en Chef adjoints**

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

**Remerciements à :**

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :  
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

